**Le dessous des cartes : Peut-on comprendre la Corée du Nord ?**

**Transcription intégrale de l’émission**

**Émilie Aubry, journaliste présentatrice**

Bienvenus sur Arte pour un nouveau numéro du *Dessous des cartes* ! Aujourd’hui, on vous emmène dans un pays où la star du JT s’appelle Ri Chun-hee. Depuis les années 1970, c’est cette femme qui annonce aux téléspectateurs de Corée du Nord les grandes nouvelles du régime. Notamment à la fin de l’été 2017, pour montrer les images de l’essai réussi de missile balistique intercontinental, en précisant que le jeune dirigeant Kim Jong-un avait personnellement supervisé le tir. Kim Jong-un qui affole, vous le savez aujourd’hui, toute la planète avec des essais nucléaires qui menacent directement le Japon, les États-Unis et bien sûr le voisin sud-coréen.

Tout de suite, voici le *Dessous des cartes* de la Corée du Nord : l’un des pays les plus fermés de la planète, qui apparaît aujourd’hui comme une menace sérieuse pour l’ordre du monde et qui se vit lui-même comme menacé.

**Voix off**

La République populaire démocratique de Corée occupe un peu plus de la moitié de la péninsule coréenne. Au nord, elle voisine avec la Chine sur 1300 kilomètres, à l’extrême est, elle jouxte la Russie. À l’est, on trouve le Japon, au sud, la République de Corée depuis la division en 1945. Leurs frontières maritimes restent très contestées. La Corée du Nord compte 25 millions d’habitants soit moitié moins que la Corée du Sud. Pyongyang, la capitale, en centralise 3,5 millions.

La Corée du Nord est un pays montagneux, les terres agricoles y sont plus rares qu’au sud et la population se concentre dans les plaines. À cause d’une faible mécanisation, le secteur agricole occupe 40 % de la population active, huit fois plus qu’au sud. On y cultive du riz, du blé, du maïs et du ginseng malgré les hivers glaciaux de l’Extrême-Orient.

La Corée du Nord est proclamée le 9 septembre 1948 par son leader, Kim Il-sung, trois semaines après la Corée du Sud. Sa constitution exige la réunification du pays. Pont entre la Chine continentale et le Japon maritime, la Corée a longtemps été sous domination étrangère, développant une volonté farouche d’indépendance. Elle a été tributaire de l’Empire chinois jusqu’au XIXe siècle et envahie par les Mongols au XIIIe, les Japonais au XVIe et les Mandchous au XVIIe siècle. En 1905, le Japon occupe la Corée et en fait sa colonie en 1910. Tokyo développe l’industrie au nord, exploitant les paysans avec l’aide des grands propriétaires coréens. En 1931, le Japon envahit la Mandchourie. Des Coréens, dont Kim Il-sung, rejoignent la résistance communiste chinoise. Ils sont combattus par d’autres Coréens pro-japonais jusqu’à la défaite nippone en août 1945. L’URSS occupe alors le nord et les États-Unis le sud du pays. Une frontière artificielle est tirée à la va-vite le long du fameux 38e parallèle pour que Séoul reste en zone sud. Au nord, le Parti des travailleurs coréens lance une très populaire réforme agraire. L’autoritarisme du régime force aussi un million d’opposants à fuir. Au sud, les maquis communistes sont écrasés, faisant des centaines de milliers de morts. Des deux côtés, on s’arme pour réunifier le pays.

Le 25 juin 1950, le Nord attaque le premier, soutenu par l’URSS et la Chine. Au nom de l’ONU, les États-Unis et seize États, dont la France, contre-attaquent. Puis, 200 000 Chinois viennent soutenir leur allié du nord en 1951 ; le front s’enlise au point de départ. Jusqu’en 1953 l’aviation américaine déverse alors 630 000 tonnes de bombes dont 33 000 de napalm pour faire plier le Nord. 18 des 22 principales villes sont détruites. Le général américain MacArthur est démis juste avant de pouvoir envoyer 26 bombes atomiques sur cette zone, ce qui marque durablement les Coréens et la Chine. En 1953, un armistice est signé entre Corée du Nord, Chine et États-Unis pour l’ONU. Depuis, le régime répète que ce fut une victoire. 65 ans plus tard, la paix n’a toujours pas été signée, le Nord aura perdu 12 à 15 % de sa population.

Jusqu’en 1975, le Nord industriel est plus riche que le Sud et sert de modèle de développement au tiers-monde. L’idéologie officielle prône l’autosuffisance, mais le pays profite largement des aides du bloc socialiste. Kim Il-sung, nationaliste, exige en 1958 le retrait des troupes chinoises du sol nord-coréen et dénonce depuis les 30 000 G.I.s basés au sud. Et puis à partir des années 1980, l’économie sud-coréenne, ouverte sur le monde éclipse celle du Nord qui consacre, elle, 20 % de son PIB à son armée : un million d’hommes. En parallèle, Pyongyang est lâchée économiquement par Pékin et par Moscou. Ultime coup dur pour les Nord-Coréens en 1989 : la production de céréales s’effondre.

**Émilie Aubry, journaliste présentatrice**

En 1994, 800 000 à un million de Coréens meurent de faim. La même année, Kim Jong-il, qui vient de succéder à son père, décide de tout miser sur l’armée et sur le nucléaire.

**Voix off**

Voici les sites nucléaires nord-coréens. Yongbyong, principal centre de recherche civil, construit dès 1950 avec les Soviétiques. Riche en mines d’uranium, le pays poursuit en parallèle des recherches militaires et produit du plutonium. Selon la CIA, dès 1992, Pyongyang dispose de deux petites bombes atomiques.

Sous la présidence Clinton, la négociation aboutit presque à un moratoire sur le nucléaire et les missiles. Mais après le 11 septembre, l’administration Bush inclut le Nord dans l’« axe du Mal ». Craignant de subir le sort de l’Irak et de la Libye, Pyongyang quitte alors le traité de non-prolifération nucléaire. Entre 2006 et 2017, six tests nucléaires vont suivre. Après 2003, le développement des missiles reprend également. Et on le voit, l’arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, après 2011, accélère le mouvement. En septembre 2017, Pyongyang a déjà tiré plus de missiles que pendant toute l’année 2016. Les missiles à moyenne portée peuvent atteindre les bases américaines du Japon et de Guam. Les missiles longue portée pourraient atteindre les États-Unis avec une ogive nucléaire en cas de miniaturisation réussie. Cette course au nucléaire n’a été ralentie ni par les pourparlers à six entre 2003 et 2009 ni par les sanctions toujours plus sévères de l’ONU votées depuis 2006.

En interne, le pays reste tiraillé entre développement et répression. Sous Kim Jong-un, l’économie est caractérisée par de nombreux marchés libres, des centres commerciaux, trois millions de téléphones portables, des véhicules particuliers. Elle mise sur le tourisme à Pyongyang, les monts Paektu et Kumgang et sur les plages de l’est. Plus de 120 000 travailleurs ont été envoyés en Russie, Chine, Pologne, Afrique et dans des pays du Golfe pour ramener des devises. La production de céréales a atteint 5,7 millions de tonnes en 2016 mais il en faut 8 millions pour être autosuffisant. Environ 40 % de la population reste mal nourrie selon le Programme alimentaire mondial.

Les camps, répartis à travers le pays, compteraient toujours 120 000 prisonniers criminels et politiques dans des conditions que l’ONU qualifie de crime contre l’humanité. Depuis 1998, plus de 30 000 Nord-Coréens ont fui leur pays via la Chine ou la Mongolie pour rejoindre majoritairement la Corée du Sud.

La Corée du Nord reste au cœur d’une géopolitique instable. Avec le Japon, les relations demeurent exécrables du fait des enlèvements de Japonais par le Nord dans les années 1970 et des tirs de missiles. Idem avec les États-Unis qui exigent une dénucléarisation unilatérale du Nord avant toute négociation. 28 000 G.I.s restent stationnés à la portée des positions d’artillerie nord-coréenne tout comme les 25 millions d’habitants autour de Séoul. En cas de nouvelle guerre de Corée, le Pentagone estimerait à 100 000 le nombre de victimes les trois premiers jours. Avec la Russie, les relations s’améliorent : Poutine a annulé les dettes nord-coréennes remontant à l’URSS. La zone économique commune de Rason permet à Moscou d’avoir accès au port de Rajin et une liaison avec Vladivostok. Mais c’est surtout avec la Chine, allié historique et militaire, que les échanges dominent : ils ont été multipliés par quatorze entre 2000 et 2015. La Corée du Nord y exporte entre autres charbon, zinc et fer de ses 700 mines, s’y ajoutent des réserves très convoitées de terres rares estimées à 6 milliards de dollars. La Chine fournit en retour une aide directe alimentaire et pétrolière. 70 % du commerce sino-coréen passe par le port de Dandong et la zone économique spéciale de Sinuiju. Un pont chinois a été construit au-dessus du fleuve Yalu même si le côté coréen reste en attente. Ces dernières années, des entreprises chinoises et mongoles ont par ailleurs prospecté les eaux coréennes à la recherche de pétrole. Les estimations parlent de 60 milliards de barils, autant que les réserves russes. En principe, Pékin devrait stopper ses importations de métaux, charbon, terres rares et textile comme l’exigent les dernières sanctions de l’ONU. En même temps, la Chine craint l’effondrement du pays : des millions de réfugiés dans ses provinces du sud-est où vit déjà une importante minorité nord-coréenne, et une réunification par le Sud qui ramènerait les troupes américaines à sa frontière.

Dernier enjeu : le frère ennemi du Sud. Dix ans de rapprochement entre 1998 et 2008 avaient permis de créer la zone touristique commune des monts Kumgang et la zone économique de Kaesong où 120 entreprises du Sud employaient 50 000 ouvriers du Nord. Mais depuis, les deux zones, touristique et économique, ont été fermées suite aux tensions. Jamais, depuis l’an 2000, les échanges Nord-Sud n’ont été aussi bas.

**Émilie Aubry, journaliste présentatrice**

Le bras de fer Trump – Kim Jong-un a atteint son apogée à l’automne 2017 avec échange de noms d’oiseaux : « Rocket man » contre « vieux gâteux », d’autres essais de tirs nord-coréens et en réponse le survol de la péninsule par des bombardiers américains. Malgré tout, aujourd’hui, la communauté internationale continue de croire dans les vertus de la négociation et du statu quo mais craint sans doute plus qu’auparavant le dérapage qui conduirait à l’escalade cataclysmique.

Ainsi s’achève ce nouveau numéro du *Dessous des cartes*. On se retrouve évidemment la semaine prochaine, même endroit, même heure et d’ici là, n’oubliez pas notre site Internet : Arte.tv.

À bientôt !